

Lundi 14 mai 2007

Introductions

Yves Le Bars :

L'engagement de l'AFPCN

Que dit la prévention des risques face aux cyclones ?

Mesdames, Messieurs les Présidents, les directeurs... Chers amis

Je suis heureux de vous accueillir ici, et d'ouvrir ce colloque dont le titre est "*Les Ouragans de l'Atlantique Nord et le réchauffement climatique : exemple de la Caraïbe*" avec sous jacente la question : *Quelles conséquences pour la prévention des catastrophes naturelles?*

Je le fais au nom de l'AFPCN, des membres du bureau ici présents, Bernadette de Vanssay, et Robert Dietrich, que beaucoup connaissent déjà ici (il est directeur de l'usine de géothermie de Bouillante), et bien sûr au nom de son président le sénateur Yves Dauge, et de son vice président le député Christian Kert. Vous comprenez pourquoi ils en sont pas là avec nous aujourd'hui, soucieux, chacun de leur côté, de sillonner leur secteur électoral. Ils vous transmettent leurs amitiés, et attendent les résultats de nos travaux.

Ce colloque a été souhaité par l'AFPCN, et son groupe Antilles, par l'Université Antilles Guyane, et par Météo France, inter-région Antilles Guyane. Il a l'appui du conseil régional de la Guadeloupe, et celui du Conseil général, qu'ils soient particulièrement remerciés de leur soutien moral, et financier. L'Agence française de Développement a elle aussi apporté sa contribution, tous nos remerciements aussi.

Ce colloque a été voulu par le ministre de l'Outre mer, monsieur François Baroin d'abord, son successeur ensuite : son financement a été déterminant.

Pour le ministère de l'Outre-Mer les zones françaises de l'Outre Mer sont particulièrement exposées aux risques naturels et aux évolutions climatiques, et cette vulnérabilité peut mettre en cause le développement local.

La coopération dans la gestion des risques est donc un enjeu fondamental:

- coopération entre les différentes disciplines scientifiques,
- coopération entre les scientifiques les responsables des décisions pour la collectivité "les politiques, les administrateurs" et les acteurs de l'économie et de la vie sociale,
- enfin, coopération à l'échelle de la Caraïbe.

Il a souhaité favoriser la dimension régionale Caraïbe autour des départements français, et diminuer la vulnérabilité des territoires. Se réunir en Guadeloupe s'imposait, puisque la région Guadeloupe est chef de file d'un projet Interreg, financé par l'UE, pour "renforcer les capacités d'intervention en cas de catastrophe.

Avec des orientations fortes comme :

- le renforcement des activités de surveillance pour la détection et l'évaluation des risques majeurs,
- une amélioration de la gestion des situations d'urgence, en élargissant les capacités de réponse.

- l'amélioration la gouvernance à tous les stades de la prévention des risques, par une concertation renforcée entre tous les acteurs.

L'AFPCN, association française pour la prévention des catastrophes naturelles, fait complètement sienne ces objectifs et cette méthode de définition des actions collectives.

Née en 2000 à la suite du comité français pour la décennie internationale de prévention et de réduction des risques, elle regroupe une grande diversité d'acteurs, experts et chercheurs de différentes institutions, élus, associations locales, entreprises (assureurs et entreprises du tourisme en particulier) et représentants des ministères concernés, qui appuient l'AFPCN par des conventions (Ecologie, Intérieur, OM, Affaires étrangères, Equipement, Agriculture..), très importantes pour la vie de l'association, en complément des cotisations des membres, toujours indispensables...

L'ambition de l'AFPCN est de contribuer au renforcement les capacités de notre société face aux risques naturels majeurs. Elle l'aborde sous trois aspects, avec trois groupes de travail nationaux :

- **la dimension scientifique**, avec un Conseil scientifique qui a été impliqué dans la préparation de ce colloque, et qui souhaite, au-delà, en prolonger les travaux. Il a mis en route récemment un groupe de travail "Changement climatique" d'une trentaine de personnes; il a contribué à un colloque de la Société hydrotechnique de France (la SHF) sur le même sujet "variations climatiques et hydrologie"; il est en lien étroit avec l'ONERC (observatoire des effets du réchauffement climatique)

- **la dimension territoriale**, par des contacts avec les acteurs de terrain, par la discussion des mesures législatives et réglementaires, et des échanges d'information sur "les bonnes pratiques";

- et la dimension internationale par la participation aux efforts des Nations Unies (et l'ISDR), par des relations étroites avec des homologues, en particulier en Suisse et en Allemagne, mais aussi par la création d'une réunion des plateformes européennes

C'est une "plateforme" indépendante, pour l'échange et le débat, et tous ceux qui partage ses objectifs sont accueillis comme membres

Le Groupe Antilles est un des piliers de l'AFPCN : avec Constantin Pontikis nous souhaitons qu'il se développe. Je signale qu'il doit se réunir mercredi soir, avec ses sympathisants, à 18 heures ici (un panneau à l'Hôtel Le Créole indiquera le lieu précis).

Mais nous ne parlons pas ici de tous les risques, nous nous centrons au cours de ce colloque sur les cyclones, si redoutables dans la Caraïbe, et sur l'influence que pourrait avoir le réchauffement climatique constaté et plus encore annoncé.

Le débat scientifique est ouvert, il est loin d'être clos sur les conséquences éventuelles du réchauffement sur les aléas, sur l'intensité ou sur la fréquence des cyclones. J'attends beaucoup de ce colloque pour être mieux éclairé sur l'état des connaissances.

Il faut que la société civile et les responsables puissent en être informés, et que les mesures adaptées soient prises : que dit le réchauffement climatique à la prévention des risques liés aux cyclones, en fonction des incertitudes des connaissances? C'est une excellente occasion de mesurer ce qui se fait actuellement, face aux risques dont la grande Caraïbe a déjà eu à souffrir.

Vous savez aussi que cette période impose une certaine distance dans les manifestations publiques des autorités de l'Etat : nous avons prévu avec le ministère de la France d'Outre Mer, une deuxième réunion avant la fin de 2007 avec les diverses autorités publiques : cela nous permettra aussi une maturation de nos constats pour les traduire en propositions opérationnelles.

Cela a été je crois un véritable tour de force que de monter ce colloque, avec vous tous, acteurs de la prévention des risques dans la Caraïbe, à des titres divers.

Il est l'œuvre tout particulièrement de Constantin Pontikis et de mesdames Elisabeth Hicks et Françoise Pagney, de l'Université Antilles Guyane. Outre les appuis institutionnels déjà cités il a bénéficié de supports multiples organismes ou institutions privées : je les remercie et les félicite pour leur souci du développement durable. Je veux enfin saluer tout particulièrement les scientifiques renommés de divers pays qui ont accepté notre invitation.

Et bon travail.

Doyen UFR Sciences

L'UAG est une jeune université ; elle est heureuse d'accueillir aujourd'hui des experts étrangers ;

Nous sommes tous concernés par la question des cyclones et nous entrons ces jours-ci dans la saison cyclonique. Le film d'Al Gore est venu nous rappeler certaines vérités et même s'il ne faut pas sombrer dans l'alarmisme, les enjeux aujourd'hui et ici sont forts en raison de l'augmentation de la vulnérabilité (vulnérabilité des structures et fluctuation des climats).

Les rapports du GIEC sont venus ponctuer ces dernières années 1990, 1995, 2000 et 2007. Ils ont entraîné la modification des modèles et la confirmation d'une variation de température dans nos climats de 2 à 6 degrés. Les effets de ce réchauffement ne sont pas encore bien connus, c'est cependant un facteur important pour l'économie de nos îles.

Mais avons-nous des réponses ? C'est la question posée aux experts.

Mr Fury, Météo-France

Je travaille depuis 25 ans avec Mr Pontikis dans le champ de la prévision des cyclones.

Cette année Météo France Guadeloupe met en place une nouvelle procédure « vigilance ».

On doit considérer que l'occurrence des cyclones est soumise à de nombreux facteurs de variabilité. Il y a de nombreuses interrogations au sein de Météo-France sur la réalité de la liaison entre réchauffement climatique et augmentation du nombre ou de l'intensité des cyclones.

Dans le secteur social les perspectives économiques face au réchauffement climatique posent des questions et suscitent des polémiques. Nous espérons qu'il y aura d'autres réunions du même type que celle d'aujourd'hui pour influencer les adaptations nécessaires à ces nouvelles données environnementales.

Margaret Dyer Howe, Ministre de l'environnement de Montserrat

Je remercie les organisateurs de ce colloque. Comme vous le savez, le volcan Soufrière Hill a causé des dommages considérables à Montserrat. En janvier de cette année seulement, depuis 1996, nous avons commencé une opération de relocalisation dans l'île. C'est pourquoi la question des cyclones n'a pas été mise en première ligne de notre agenda politique ; mais nous avons un programme important de Développement Durable. Je suis donc venue pour participer avec les petites îles (Anguilla) car aujourd'hui, elles ne sont pas intégrées ; je vous parlerai de ce projet un peu plus tard.

Conseil Régional Mr Jules Celine

Je vous prie d'excuser l'absence de notre Président, Mr Lurel, que je représente ici aujourd'hui. Nous tenions à féliciter l'AFPCN et l'UAG pour l'organisation de cette réunion. Il y a aujourd'hui une véritable alerte de la communauté internationale scientifique ; le réchauffement climatique est une hypothèse qui se confirme. Certains effets sont déjà tangibles et mesurables. Nous abordons en conséquence une période de bouleversements qui doit conduire à des choix de société.

Les économies insulaires sont largement dépendantes de leur environnement. Le 4^{ème} rapport du GIEC parle de détérioration côtière ce qui aura pour nous un effet sur la pêche ; cette situation peut mettre en cause l'existence physique même des îles ; on peut voir des résurgences de maladies tropicales.

Par ailleurs on constate depuis 1975 une augmentation de l'activité cyclonique ; comment l'interpréter ? Est-ce une variabilité temporaire ?

Sur tous ces thèmes, la Région a souhaité s'investir :

- Par un programme de recherche confié à l'UAG
- Et par l'acquisition de téléphone satellite

La Région soutient également un Programme Européen Inter-reg avec trois grands objectifs :

Augmenter la capacité de prévention (architectes)

Renforcer les capacités de réponse à la crise

Construire une culture du risque

Ce programme représente 4 millions d'euros

Sans faire de catastrophisme, nous savons bien que « le grand cul de sac marin » est un couloir naturel pour les vents, et la zone industrielle de Jarry est fortement inondable et soumise au risque sismique.

Nous attendons beaucoup de ce Colloque dans lequel nous nous sommes investis, et des experts qui sont ici pour nous aider à traduire leurs connaissances en mesures que nous pourrions appliquer.

Mais nous posons cette question : est-ce aux collectivités locales de supporter le coût du réchauffement climatique lié à la course des industriels des pays comme l'Amérique, la Chine ou l'Inde ?

Conseil Général

Je rebondis sur les propos du représentant de la Région. : 15 ans après Rio et Kobé on ne voit pas de diminution du gaz à effet de serre. Au contraire, ces gaz ont tendance à augmenter

Nous, les décideurs politiques nous devons mettre en place des politiques d'adaptation et pourvoir à l'équipement du territoire.
Nous finançons déjà la surveillance sismique de l'île par des enregistrements sismologiques et les observatoires ; nous organisons des colloques.
Nous souhaitons que

Mr Miosac, Recteur de l'Académie

Je suis géographe de formation et spécialiste de l'érosion littorale. J'ai travaillé sur les effets du cyclone Hugo en Caroline du Nord et du Sud.

Je voudrai vous faire part de mon scepticisme.

J'attends que les modèles démontrent leur validité. J'entends en Guadeloupe beaucoup de propos pessimistes ; cela n'a aucun sens, c'est de la « déraison scientifique ». Dans un des rapports que l'on a cité, on pouvait lire que l'élévation du niveau de la mer prévue était de 3m56 ; aujourd'hui on parle de 15 cm et d'une moyenne de 44cm. Je crois qu'il faut d'abord faire progresser la science.

En tant que Recteur de cette Académie, je suis cependant inquiet de l'état des établissements scolaires confrontés à tous les risques que nous connaissons.

La première sagesse est de faire face à la nature et nous devons le faire en appliquant les normes para cycloniques et para sismiques.

Je me félicite de la tenue de ce colloque ; c'est une valorisation de notre Académie et de nos chercheurs mais aussi c'est un moyen de créer un lien avec les politiques. Il s'agit de raisonner à l'échelle de la Caraïbe.